

F 15
MARS 77
DOCS C3

Hebdo Canada



Volume 5, No 11

le 16 mars 1977

Ottawa, Canada.

Comparaison des principales prévisions budgétaires de 1976-1977 et de 1977-1978	1
Renseignements sur les emplois d'été pour étudiants	3
La production nationale de fruits et légumes	3
Enseignants canadiens en Chine ...	3
Êtes-vous de descendance écossaise?	3
La prospection sans forage par la méthode magnéto-tellurique	4
La chronique des arts	5
Les jeunes et le chômage	6

Comparaison des principales prévisions budgétaires de 1976-1977 et de 1977-1978

Les prévisions budgétaires principales présentées récemment par le président du Conseil du Trésor, l'honorable Robert Andras, accusent une augmentation nette de \$2 728 millions, passant de \$38 417 millions en 1976-1977 à \$41 145 millions en 1977-1978. Il y a donc eu accroissement de 7,1 pour cent, ce qui équivaut à peu près au montant envisagé pour les dépenses globales du gouvernement, qui comprennent les dépenses non budgétaires et les réserves pour budgets supplémentaires au cours de l'année financière.

Diminutions

Le Livre bleu de 1977-1978 montre des diminutions de l'ordre de \$1 258,3 millions; la plupart touchent les sept ministères et organismes suivants: Énergie, Mines et Ressources; Commission d'assurance-chômage; Santé nationale et Bien-être social; Industrie et Commerce; Statistique Canada; Office canadien des grains de provende et Secrétariat d'Habitat Canada.

Le budget du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources subira une baisse de \$577,5 millions (37,5 pour cent), principalement à cause de la réduction des paiements de compensation des importations de pétrole.

Dans le cas de la Commission d'assurance-chômage, la diminution de \$325,5 millions résulte des modifications apportées à la loi et d'un contrôle plus sévère des prestations.

Les augmentations du budget de la Santé nationale et du Bien-être social, au chapitre des allocations familiales, de la sécurité de la vieillesse, des allocations aux conjoints et du Régime d'assistance du Canada, ont été largement compensées par la diminution des contributions versées aux provinces (par l'élaboration de la formule proposée de financement des programmes établis); il en a résulté une diminution nette de \$172,8 millions.

Le montant affecté aux dépenses du ministère de l'Industrie et du Commerce diminue de \$128,6 millions pour deux raisons: la réduction des subventions à la consommation pour la vente

du blé sur le marché intérieur, et la fin des contrats actuels relatifs aux wagons de chargement de grain.

Le parachèvement du recensement quinquennal de 1976 a entraîné une réduction de \$25,7 millions du budget de Statistique Canada.

Le budget de l'Office canadien des grains de provende subit une baisse de \$10,9 millions due à la révision de son programme d'aide au transport de provendes.

Le Secrétariat d'Habitat Canada a mis fin à ses activités, de sorte que les \$6,7 millions prévus au budget principal de 1976-1977 ne sont plus requis.

Augmentations

La plus grande partie de l'augmentation brute de \$3 986,3 millions est attribuable à dix ministères et organismes: Finances, Secrétariat d'État, Défense nationale, Main-d'oeuvre et Immigration, Société centrale d'hypothèques et de logement, Affaires indiennes et du Nord, Affaires des anciens combattants, Postes, Travaux publics et Agence canadienne de développement international.

Les principales raisons de l'augmentation de \$978,4 millions (12,6 pour cent) prévue pour le ministère des Finances sont le service de la dette publique (\$700 millions), les paiements de transferts fiscaux aux provinces en vertu des nouveaux arrangements fiscaux conclus entre le gouvernement fédéral et les provinces (\$241,7 millions), les paiements effectués au Québec pour cause de retrait (\$53 millions) et le programme de subventions aux municipalités (\$25 millions).

Le secrétariat d'État a besoin d'un montant supplémentaire de \$567,7 millions (73,5 pour cent) en raison de l'accroissement des paiements variables faits aux provinces dans le domaine de l'enseignement post-secondaire (\$528 millions), de l'expansion du bilinguisme (\$28,4 millions) et de l'accroissement de la somme de travail dans les services de traduction (\$6,1 millions).

